

Informations de base	
2025/2862(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu de façon arbitraire au Togo	
Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde Zone géographique Togo	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
10/09/2025	Débat en plénière		
11/09/2025	Décision du Parlement	T10-0194/2025	Résumé
11/09/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2862(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0377/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0379/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0382/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0386/2025	08/09/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0194/2025	11/09/2025	Résumé

Résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu de façon arbitraire au Togo

2025/2862(RSP) - 11/09/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu arbitrairement au Togo.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Abdoul Aziz Goma, citoyen irlandais et togolais, a été arrêté et détenu au Togo en décembre 2018 pour avoir aidé des manifestants locaux à organiser des manifestations préélectorales. M. Goma a été soumis à de graves tortures et détenu au secret pendant de longues périodes, ce qui a entraîné une grave détérioration de son état de santé pendant sa détention.

Le Parlement a fermement condamné l'arrestation arbitraire, la détention prolongée au secret et les tortures subies par Abdoul Aziz Goma et a exhorté les autorités togolaises à le libérer immédiatement et sans condition et à faciliter son évacuation médicale urgente. Parallèlement, la résolution a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Les députés ont également appelé à une réforme du système pénitentiaire togolais et à la fin de la pratique de la détention provisoire arbitraire des opposants politiques.

Enfin, l'Union européenne et ses États membres sont invités à recourir à la voie diplomatique pour résoudre cette affaire et à soutenir les efforts visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'état de droit au Togo.